

L'homme est un prédateur pour la planète

La planète brûle, et nous regardons ailleurs. Un appel qui semble n'avoir jamais été aussi cuisant et actuel. Car face au jour le plus chaud jamais mesuré, aux milliers d'hospitalisations, aux dizaines de morts au cœur même de l'Europe, au Cercle Arctique qui prend feu, les Etats membres de l'Union européenne se gargarisent de pouvoir faire preuve de solidarité à travers une aide technique face aux incendies en Grèce ou en Suède. Une aberration, là où la véritable solidarité consisterait à lutter réellement et rapidement contre le réchauffement climatique, là où nul n'assume la responsabilité d'être à l'origine de ces catastrophes.

Car les catastrophes climatiques actuelles ont une cause : l'action humaine. Et à celles et ceux qui considèrent encore l'environnement comme une affaire de « bobos », nous répondons que la destruction de notre planète constitue une véritable politique de prédation sociale, peut-être la plus grave, car irréparable.

Les violences infligées par la destruction environnementale sont graves. Nous pourrions passer de 3 000 décès annuels à 150 000 d'ici à 2050. Les températures n'ont jamais été aussi élevées, et Jean Jouzel, climatologue et ancien vice-président du Giec, nous annonce des pointes à 45 °C en France dans la décennie qui vient.

Les victimes se situent d'abord dans les pays les plus chauds, dont nombre n'ont pas bénéficié de la prospérité d'un monde qui consomme plus qu'il ne devrait. Elles se situent aussi chez nous, dans les pays développés, et jusqu'au cœur de l'Europe : les terribles incendies et vagues de chaleur de l'été 2017 en Grèce, au Portugal et en Italie, devraient se répéter annuellement, et l'été 2018 accuse déjà un lourd bilan.

Dans les années à venir, nombreuses seront les professions endommagées, les terres disparaissant sous les eaux, les zones désertifiées ainsi que nous pouvons l'observer dans les régions rurales françaises.

La destruction environnementale se nourrit des inégalités : en moyenne, les 10% les plus modestes polluent huit fois moins que les 10% les plus riches. Elle les accroît également : en Grande-Bretagne, 16% des plus pauvres vivent en zone inondable contre seulement 1% des plus aisés ; en cas de catastrophe naturelle, on constate une recrudescence des violences faites aux femmes, tandis que les risques de décès sont 14 fois plus élevés pour les femmes et les enfants (Fonds des Nations Unies pour les populations). Les terres des populations les plus faibles sont appropriées à travers le monde pour développer des projets polluants et destructeurs, tandis que les agriculteurs.trices européen.ne.s commencent à réclamer d'ajouter à la liberté de circulation, un droit à rester et à protéger son patrimoine.

Ces catastrophes ont aussi un coût qui explose : en 2017, le coût des catastrophes naturelles liées à l'action humaine s'élevait à 300 milliards de dollars, le double de 2016, dont seulement la moitié était couverte par les assurances, ce qui signifie que l'autre moitié est supportée par les contribuables.

Dès lors, comment interpréter l'aveuglement actuel ? Depuis décembre 2015, les émissions de la France (+2%) et de l'Union européenne ont augmenté, et le pays de l'Accord de Paris avoue sans fard et sans honte qu'il ne tiendra pas ses propres objectifs climat. De nouvelles concessions pétrolières s'ouvrent dans la Méditerranée tandis que le « sauvetage » de la Grèce passe par le rachat de ses centrales à charbon, plutôt que leur fermeture. Nous attendons encore une taxe carbone aux frontières de l'Europe permettant de fiscaliser les émissions dans la justice sociale (les riches étant les plus grands consommateurs de produits polluants importés).

La carence d'action, de nos gouvernements est coupable. Elles révèlent le mépris envers les petit.e.s et le vivant. À l'heure où l'on trouve de l'eau sur Mars, on peut s'inquiéter d'une stratégie consciente de recherche de refuge pour les plus prospères en prévision de temps plus chauds. L'impunité règne, pour les pouvoirs publics comme pour les lobbys qui entravent toute politique écologique ambitieuse.

Il est temps de construire un monde nouveau, celui d'une révolution de la responsabilité, du respect des droits fondamentaux, de l'égalité de dignité de toutes et tous. Ce monde-là doit reposer sur la justice environnementale et climatique.

Dr Bruno Bourgeon, président d'AID
aid97400.re